

# Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète

## Déclaration du groupe de l'UNSA

Madame la rapporteure a souhaité modifier le titre de la saisine et rajouter que Rio + 20 constituait un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète. C'est plus qu'un rendez-vous, c'est un impératif de réussite.

Pour l'UNSA, les luttes contre la pauvreté, la famine, les pandémies et plus généralement le développement des pays pauvres sont une priorité. Seuls des avancées significatives dans ce domaine rendront crédible le discours encore très « occidental » du développement durable. Elle suit donc Madame la rapporteure lorsqu'elle précise que cela conduit à réaffirmer, comme fil conducteur de l'action de la communauté internationale, son attachement aux Objectifs du Millénaire pour le développement complétés d'indicateurs de développement durable et d'instruments d'évaluation

Des trois axes fixés pour les travaux sur Rio+20 : l'enjeu d'une meilleure cohérence de l'action des institutions internationales et des gouvernements ; la consolidation des coopérations et des partenariats internationaux et une gouvernance repensée, l'avis s'attarde beaucoup sur la gouvernance tout en indiquant que *«force est de constater que l'action rencontre vite des limites, faute de consensus politique et de réelle volonté de respecter, au sein de la communauté internationale, les engagements souscrits»*.

Pour certains, la croissance est toujours synonyme de réformes structurelles du marché du travail, de baisse des salaires, de précarité de l'emploi, de moins de protection sociale ! La faiblesse de la protection sociale est d'ailleurs l'une des motivations des délocalisations. On ne peut ignorer les dysfonctionnements du modèle économique global fondé sur des modes de production et de consommation trop souvent incompatibles avec des ressources limitées, sur un partage inéquitable de la richesse ainsi que sur une dérégulation financière qui engendre la spéculation et la concurrence, incitant au « moins disant » social et environnemental.

C'est pourquoi l'UNSA appuie l'avis dans sa recommandation d'impliquer davantage les entreprises sur les possibilités ouvertes par la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises et de développer la notation extra-financière des entreprises afin d'encourager l'investissement responsable. Globalement, l'UNSA rappelle également son attachement à la Déclaration de principe tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale ainsi qu'aux Principes directeurs de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) à l'intention des entreprises multinationales. Elle réitère sa position en faveur du respect des normes sociales et environnementales dans les décisions des institutions commerciales et financières.

Pour l'UNSA, un changement de politique et une volonté politique sont indispensables. On ne peut pas passer cette réalité sous silence alors que les G8, G20 et autres sommets sur le climat se suivent sans beaucoup d'avancées. C'est pourquoi elle aurait apprécié d'y retrouver le mandat confié à l'OIT et l'objectif mondial d'au moins 50% d'augmentation d'emplois « verts et décents » d'ici 2015. La France et l'UE (Union européenne) ont, à Rio, un rôle actif, déterminant et constructif à jouer en faveur d'une inscription plus solide dans la gouvernance mondiale des principes du développement durable.

La Conférence devra marquer une nouvelle étape en institutionnalisant la participation des partenaires sociaux à la définition des stratégies mondiales de développement durable. L'UNSA s'interroge sur la création d'une organisation mondiale de l'environnement (OME), agence spécialisée de l'ONU, ainsi que d'un conseil permanent du développement durable en lieu et place de l'actuelle commission des Nations Unies. Cela ne peut se faire que si elles ne sont pas un rajout aux institutions déjà existantes et dont le périmètre et les missions ne semblent pas toujours bien définis.

Pour finir, la proposition judicieuse de l'avis de tirer toutes les conséquences des immenses potentialités ouvertes par les nouvelles technologies de la communication et de l'information ne doit pas faire oublier la « fracture numérique » encore très présente quel que soit le degré de développement des pays.

Bien qu'un certain déséquilibre en faveur des politiques environnementales soit sensible, l'UNSA a retrouvé, au moins répertoriées, ses principales revendications et se prononce donc en faveur de l'avis.